



/ FRANCE

Retour massif des élèves à l'école : pourquoi ça coince

ÉDUCATION

A l'échelle nationale, 26 % des élèves ont retrouvé le chemin de leur classe, mais pas tous les jours.

Sur le terrain, enseignants, directeurs d'école et élus pointent, eux, un protocole sanitaire trop strict.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Le propos anonyme d'un ministre « en première ligne », lundi sur France Inter, a fait l'effet d'une bombe auprès des enseignants : « Si les salariés de la grande distribution avaient été aussi courageux que l'Education nationale, les Français

n'auraient rien eu à manger. » Un autre haut responsable estime qu'« un tiers a été exemplaire, un tiers a fait son travail correctement, mais que le tiers restant a disparu ». L'école est au cœur des débats sur l'accélération du déconfinement. Des familles se plaignent de ne pas pouvoir remettre leur enfant en classe, alors que le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, assurait le 28 mai : « Toutes les familles qui le souhaitent doivent pouvoir scolariser leurs enfants au moins une partie de la semaine. »

« Il faut rétablir la vérité, s'agace une inspectrice de l'Education nationale. Dans la grande majorité, les enseignants reprennent la classe. Quand ils ne le font pas, c'est pour des raisons de santé prévues très précisément par le protocole sanitaire. » « La comparaison faite avec celle de la grande distribution n'est pas très

subtile, tacle Philippe Vincent, à la tête du principal syndicat des chefs

d'établissement, le SNPDEN. Elle oublie tout ce qui a été fait avant et méconnaît les problèmes, alors que la conjugaison de difficultés rend complexe l'analyse de la situation. »

Des chiffres « grossis »

Le tiers des enseignants aurait-il « disparu » ? « Ceux qui cherchent des échappatoires sont très minoritaires », analyse Philippe Vincent, mettant en garde contre des chiffres « grossiers et grossis » : « Si cela avait été aussi massif, je l'aurais su ! » Depuis la semaine dernière, les chefs d'établissement demandent aussi des bilans d'activité précis aux enseignants. Fin mai, alors que 55 à 60 % d'entre eux avaient repris le chemin de leur établissement, Jean-Michel Blanquer assurait qu'il n'y avait pas besoin d'avoir davantage de professeurs présents physiquement dans les classes, au motif qu'il fallait des enseignants pour les élèves restés en télétravail. Il

balayait aussi toute résistance à la reprise. « Il y en a eu, de la part de certains syndicats, mais c'était il y a un siècle », affirmait-il alors.

« Ce qui coince, c'est d'abord le pro-

tocole sanitaire, reprend Philippe Vincent. C'est, de loin, le problème le plus important. » Tel directeur d'école évoque « les squares où les enfants se croisent et se touchent, et les écoles, où il faut un mètre de distance entre eux ». D'où la pression, « terrible », des familles, dit-il – « On est pris entre le marteau et l'enclume ». La règle des 4 m² autour de chaque

enfant empêche d'en accueillir davantage. Tout comme le manque de sanitaires, alors que le lavage des mains plusieurs fois par jour est requis.

Une école « à la carte »

A Paris, où 648 écoles sur 652 ont rouvert, 35,6 % des enfants sont accueillis, selon la Mairie, mais « les jauges sont pleines », glisse un directeur, qui regrette que, le 2 juin, on ait « déconfiné la société, mais pas l'école ». Si, à l'échelle nationale, 26 % des enfants ont repris le chemin de l'école, les situations sont inégales : « En Bretagne, c'est un sur deux, mais c'est seulement 8 % en Seine-Saint-Denis », pointe la présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev), Rozenn Merrien, qui déplore qu'il n'y ait « pas de retour massif en éducation prioritaire ».



Jean-Michel Blanquer espère que l'assouplissement du protocole

sera pour « *bientôt* ». Il est « *assez raisonnable de se dire qu'on pourrait mettre un peu de souplesse sur le périscolaire et peut-être même dans l'organisation des classes* », a estimé dimanche le président du Conseil scientifique, Jean-François Del-fraissy. « *N'allons pas trop vite* », a tempéré, depuis, le ministre de la Santé, Olivier Véran,

En attendant, des enseignants voient poindre une école « *à la carte* ». « *Pour afficher des statistiques en hausse, on fait des rotations d'élèves, regrette l'un d'eux, et le jour où les enfants doivent venir, les familles nous disent qu'elles ont prévu autre chose.* » Il y a « *urgence* » à ce que l'école ne soit plus à la discrétion du choix des familles, ajoute Rozenn Merrien. Amer, un directeur d'école l'assure : « *On est en train de tuer l'école.* »



L'éditorial de Lucie Robequain Page 14

« Le protocole sanitaire, c'est, de loin, le problème le plus important. »

PHILIPPE VINCENT.
SNPDEN